

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation internationale, le projet de constitution européenne, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la situation en Irak, les liens entre la France, l'Europe et le Maghreb, la mondialisation, l'aide au développement et le développement durable, Paris le 29 août 2003.

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le ministre des Affaires étrangères,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

Je suis heureux de vous recevoir bien sûr à l'Elysée pour clore la conférence des ambassadeurs qui s'est tenue autour de Dominique de VILLEPIN et des ministres délégués et secrétaire d'Etat qui l'assistent dans sa mission.

Ici même, il y a un an, j'avais exprimé la conviction que la France, plus forte, plus rassemblée, avait la capacité d'agir sur les changements qui affectent le monde et nos sociétés. De fait, en défendant, avec la très grande majorité des peuples et des pays, une certaine vision des rapports internationaux, la France a été fidèle à sa vocation. Celle d'un pays décidé à affirmer les valeurs universelles auxquelles il croit et qui fondent le pacte républicain. Celle d'un pays moderne, créatif, profondément attaché à son système de solidarité. Celle d'un pays déterminé à mettre en oeuvre les réformes nécessaires au retour d'une croissance forte et durable pour rester dans le peloton de tête de l'économie mondiale.

Dans cet esprit je souhaite, devant vous ce soir, confirmer les ambitions que j'assigne à notre action extérieure : affirmer la primauté du droit dans l'ordre international £ réussir l'unification de l'Europe £ renforcer la paix et la sécurité £ rendre la mondialisation plus démocratique et plus solidaire.

*

Au lendemain de la disparition de l'empire soviétique et après la guerre du Golfe, la communauté internationale partageait l'espoir d'un monde pacifique, où les Etats accepteraient librement de voir la force assujettie au droit.

En réalité, une nouvelle page s'ouvrait, d'une extrême complexité. Libérés des contraintes de l'ordre bipolaire, des mouvements animés par les idéologies les plus brutales renouaient avec la violence et avec la guerre. La liste est longue des lieux d'affrontement, théâtres de nouvelles tragédies.

La communauté internationale a refusé cette fatalité. Malgré les difficultés, les Nations Unies ont

... Communauté internationale a refusé cette solution malgré les amonitions, les pressions et les tentatives de
voulu forger un système de sécurité collective efficace. Au Koweït, en ex-Yougoslavie, au
Cambodge, au Timor oriental, ailleurs, son engagement a marqué l'avènement d'un ordre ou
d'un début d'ordre international fondé sur le droit et l'usage encadré de la force.

Puis vint la tragédie du 11 septembre. Face à un tel fanatisme, à un tel cynisme, à une telle
volonté de détruire, comment le monde n'aurait-il pas réagi ?

Aux Nations Unies, dans l'Alliance atlantique, au sein de l'Union européenne, chacun a pris ses
responsabilités. L'ONU a immédiatement autorisé les Etats-Unis à recourir à la force contre ceux
qui avaient commis ou rendu possible cet acte indicible, permettant ainsi une riposte légitime et
la constitution d'une grande coalition contre le terrorisme.

Cette réaction unanime doit avoir valeur d'exemple et inspirer notre réflexion sur l'ordre
international. Prôner une démocratie planétaire, résister à la tentation de l'unilatéralisme,
construire une relation harmonieuse et équilibrée entre grands ensembles régionaux, ce n'est ni
un rêve, ni une utopie. C'est un projet politique cohérent, adapté aux défis du monde actuel.

Notre approche vis-à-vis de l'Irak relevait de cette conviction. Pour amener ce pays à respecter
ses obligations et renoncer aux armes de destruction massive, nul instrument d'action collective
n'était plus justifié ou plus efficace, plus légitime aussi, que les inspections internationales
conduites sous l'autorité du Conseil de sécurité et donc approuvées par l'ensemble de la
Communauté internationale.

Les nations modernes se sont construites sur la démocratie et sur l'état de droit. Ces valeurs
doivent aussi fonder l'ordre international. C'est l'Amérique qui l'a affirmé la première. Il a fallu
deux conflits mondiaux pour que cette conviction conduise à l'établissement de l'ONU. Il
appartient aujourd'hui aux démocraties de faire de cette vision du monde une réalité.

*

Dans un tel projet une Europe forte et rassemblée a naturellement un rôle essentiel à jouer. La
réussite de l'unification de notre continent revêt à cet égard une importance extrême.

En un an, l'Europe a connu une métamorphose. A Athènes, en avril dernier, nous avons célébré
l'élargissement de l'Union, et, par là-même, l'enracinement de la démocratie et de la paix sur
l'ensemble ou sur une très grande partie de notre continent. Dix nouveaux pays nous rejoignent.
450 millions de citoyens se rassemblent dans le plus vaste projet d'intégration jamais entrepris
dans le monde par des voies pacifiques.

A Thessalonique, grâce à la Convention et sous l'impulsion du Président Valéry GISCARD
d'ESTAING, l'Europe s'est retrouvée autour d'un projet fondateur. Un projet de Constitution qui
répond aux objectifs que nous nous étions fixés : démocratie, transparence, efficacité, crédibilité
sur la scène internationale.

Ce projet respecte les identités nationales. Il respecte aussi l'équilibre entre les institutions
européennes tout en renforçant -ce qui était absolument nécessaire- chacune d'entre elles. Il
prévoit la mise en place d'une présidence stable du Conseil européen. Il propose la création d'un
ministre européen des Affaires étrangères. Ce sont là, vous le savez, deux avancées auxquelles la
France était particulièrement attachée.

Ambitieux et réaliste, le texte de la Convention doit constituer la base des travaux de la
Conférence intergouvernementale qui sera ouverte en octobre prochain à Rome par les chefs
d'Etat et de Gouvernement.

Cette Europe retrouvée porte de grands espoirs malgré les difficultés qu'elle devra inévitablement
surmonter. Grâce aux règles du marché intérieur et aux politiques communes dont la Commission
est l'initiateur et le garant, le continent tout entier devient un espace de liberté et de croissance.
Mais, pour la France, l'Europe est un dessein plus vaste, un dessein politique dans lequel chacun
doit pouvoir se retrouver, à son rythme, mobilisé autour d'un projet commun : forger une
authentique identité européenne, et mettre en place une capacité d'action reconnue et respectée
en tant que telle dans le monde.

Certains pays veulent aller plus vite et plus loin. Ils veulent engager -sur le modèle de l'euro et de
Schengen- de nouvelles coopérations au sein de ce que j'ai eu l'occasion d'appeler des groupes
pionniers. L'Allemagne et la France entretiennent une relation singulière et fondatrice qui a été

réaffirmée clairement lors du 40e anniversaire du Traité de l'Élysée. Toutes deux ont vocation à constituer le cœur de ces groupes pionniers, totalement respectueux -cela va de soi- de l'acquis communautaire et ouverts, naturellement, à toutes celles et ceux qui veulent façonner avec elles les nouvelles dimensions de l'espace européen.

Dans le prolongement du Sommet de Saint-Malo et du Conseil européen de Cologne, Allemands, Belges, Luxembourgeois et Français ont présenté à leurs partenaires leurs propositions pour une "Union européenne de sécurité et de défense".

Il s'agit de permettre à l'Europe d'être crédible. Cette ambition suppose des capacités militaires accrues. La France prend en compte cette exigence dans sa loi de programmation militaire, comme l'a fait d'ailleurs le Royaume-Uni. Les Britanniques, avec lesquels nous sommes engagés dans des opérations en Macédoine, en Ituri, demain en Bosnie, ont un rôle évidemment essentiel à jouer dans la construction de l'Europe de la défense. C'est dans cet esprit que je souhaite préparer le centenaire de l'Entente Cordiale, l'année prochaine.

Je souhaite à cet égard dissiper tout malentendu. Le lien transatlantique, le partenariat entre l'Europe et les États-Unis, notre premier allié, constituent un élément fondamental de la sécurité du monde. Une Europe plus forte, c'est d'abord une Alliance atlantique plus forte. Mettre en rivalité l'Union européenne et l'OTAN n'a aucun sens. L'Alliance évolue pour s'adapter à de nouvelles missions, à de nouveaux enjeux. Au Sommet d'Istanbul l'an prochain, je réaffirmerai la volonté de la France de participer pleinement à ces adaptations, comme en témoigne notre engagement dans la Force de Réaction de l'OTAN, lancée à Prague l'année dernière.

Une Europe plus crédible sur la scène internationale, c'est enfin une Europe capable de nouer des relations denses avec les autres grands pôles du monde. La Chine, l'Inde, le Japon, l'Amérique latine, l'ASEAN -pour n'en citer que quelques-uns- évaluent leur partenariat avec l'Europe à l'aune des progrès de l'intégration européenne. Ce mouvement, la France veut y contribuer, s'y impliquer davantage par un dialogue plus étroit et une présence plus active dans ces pays et dans ces régions.

Ainsi en particulier de la Russie. En faisant le choix des réformes, elle a décidé d'inscrire son avenir dans un partenariat privilégié avec l'Union européenne. Lors du Sommet de Saint-Pétersbourg, nous avons décidé la création d'espaces communs qui stimuleront les échanges et favoriseront des relations humaines plus denses entre l'Europe et la Russie. La France doit être en première ligne pour en assurer la mise en place.

La France souhaite encourager partout le renforcement de l'intégration et des solidarités régionales, source de paix et de prospérité pour les populations. Dans les différentes régions du monde où elle est présente, la France souhaite favoriser la coopération de ses collectivités d'Outre mer avec les organisations régionales existantes. C'est le message que j'ai en particulier porté à l'occasion de la réunion informelle France-Océanie qui s'est tenue à Papeete le 28 juillet. Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, renforcer la paix et la sécurité, c'est d'abord répondre à l'une des menaces les plus graves de notre temps : la prolifération des armes de destruction massive. Certains pays violent leurs engagements internationaux et cherchent à imposer le fait accompli. En pariant sur la division de la communauté internationale, ils font un faux calcul. Nous attendons de la Corée du Nord le démantèlement complet, vérifiable et irréversible de son programme nucléaire militaire. La France souhaite que le processus de discussion en cours, grâce aux efforts de la Chine, permette de créer les conditions d'un règlement d'ensemble de la question nord-coréenne.

La politique nucléaire de l'Iran suscite aussi de graves préoccupations. Pour établir la confiance, ce pays doit faire preuve de toute la transparence nécessaire. Et nous attendons en particulier de lui qu'il signe et mette en œuvre sans condition et sans délai un accord de garanties renforcées avec l'AIEA. Nous souhaitons que les intentions exprimées à cet égard par les autorités iraniennes se traduisent réellement dans les faits.

Le strict respect des engagements internationaux est la condition nécessaire au dialogue et à la coopération pour l'accès à l'énergie nucléaire civile.

Dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la communauté internationale sera d'autant plus forte qu'elle sera soudée autour d'objectifs communs. A cette fin, je propose que les différentes initiatives engagées dans des cadres tels que le G8, l'Union européenne, l'initiative Sécurité et Prolifération soient prochainement discutées par les responsables des pays membres du Conseil de sécurité : ils pourraient se réunir au sommet, pour aboutir à un véritable Plan d'action des Nations Unies contre la prolifération.

La multiplication d'attentats nous rappelle aussi que la bataille contre le terrorisme est loin d'être gagnée. A New York, le 22 septembre prochain, je présenterai les priorités de la France dans ce domaine.

Pour lutter contre la menace terroriste, nous devons, au-delà des indispensables actions de prévention et de répression, nous attaquer aussi aux maux dont se nourrissent les idéologies extrémistes. Les conflits régionaux non résolus attisent les frustrations et les injustices et servent aussi de prétexte aux terroristes.

Au Proche-Orient, l'espoir né de la publication de la feuille de route est en passe d'être emporté par la reprise des attentats et des violences. Ne le laissons pas s'évanouir à nouveau. Avec les Etats-Unis, dont je salue l'engagement, nous devons tout faire pour préserver et accompagner un processus dont chaque jour démontre, hélas, la fragilité.

La paix entre Israéliens et Palestiniens est d'abord l'affaire des parties elles-mêmes, qui doivent être capables de s'emparer de leur destin. Les Palestiniens doivent comprendre que la poursuite d'attentats terroristes n'est pas compatible avec l'accomplissement de leur aspiration légitime à disposer d'un Etat. Et les Israéliens doivent comprendre que l'occupation et une logique exclusivement sécuritaire jouent à l'encontre de leur exigence légitime de sécurité.

Mais la paix entre les Israéliens et les Palestiniens est aussi l'affaire de tous. Aux forces obscures qui s'acharnent à y faire obstacle, la communauté internationale doit opposer sa détermination et sa cohésion. Les circonstances imposent d'agir vite. C'est pourquoi nous appelons à la tenue rapide de la conférence internationale prévue par la feuille de route. C'est aussi pourquoi nous demandons que soit établi sans délai le mécanisme international chargé d'en superviser la mise en oeuvre et auquel l'Union européenne souhaite pouvoir contribuer activement.

Bien entendu, la Syrie et le Liban ne peuvent rester à l'écart d'un processus qui doit être et qui ne peut être que global. Toute la région a besoin de paix. Et la paix ne sera durable que si chacun des peuples concernés en est pleinement partie prenante.

S'agissant de l'Irak, les développements récents nous confirment que la tâche est complexe et immense. Il en va pourtant de l'avenir des Irakiens, de la sécurité et de la stabilité de la région et de notre capacité collective à traiter les crises qui menacent la paix. Face au risque de chaos, une approche fondée sur la sécurité est nécessaire, mais elle ne suffit évidemment pas. La réponse doit être d'abord politique. Le transfert du pouvoir et de la souveraineté aux Irakiens eux-mêmes constitue la seule option réaliste. Il doit être mis en oeuvre sans délai, dans le cadre d'un processus auquel les Nations Unies seules sont en mesure de donner toute sa légitimité, avec le soutien des pays de la région. C'est une fois ce cadre établi que la communauté internationale pourra apporter un concours efficace et entier à la reconstruction du pays, d'une façon qui doit être définie avec les Irakiens eux-mêmes.

Je voudrais rendre bien sûr, ici, un hommage aux personnels des Nations Unies, si dramatiquement éprouvés par un odieux attentat et je voudrais saluer dans ce cadre la mémoire de cet homme exceptionnel qu'était Sergio VIEIRA de MELLO.

Au-delà, cette partie du monde doit retenir toute notre attention. Creuset de grandes cultures et de civilisations prestigieuses, elle doute et se cherche. Les crises intérieures ou internationales alimentent un trouble profond au sein de populations dans cette région, populations souvent nostalgiques, insatisfaites de leur sort, inquiètes de l'avenir.

Nos destins sont liés. Rien ne serait pire que de laisser ce vaste ensemble, si plein d'énergies et de talents, se définir non pas avec nous, mais contre nous. Nous devons être à ses côtés pour l'aider à surmonter les défis auxquels il est confronté, pour l'aider à offrir à sa jeunesse d'autres perspectives, celles du développement et de la démocratie, de la modernité, de l'ouverture au monde. du dialogue.

monde, au dialogue.

Tel est le sens de mes déplacements au Maghreb cette année. Notre relation avec l'Algérie, inscrite dans l'histoire, la géographie et le coeur des hommes, connaît une refondation qui nous permet désormais d'aborder l'avenir ensemble. Je me rendrai cet automne au Maroc et en Tunisie, deux pays avec lesquels la France entretient des liens exceptionnels. J'y porterai, comme à Alger, un message de confiance et de solidarité. Solidarité de la France, mais solidarité aussi de l'Union européenne, qui doit établir avec ses voisins du sud un partenariat renforcé. Je réaffirmerai notre conviction qu'un Maghreb uni, étroitement lié à l'Europe, offrirait aux hommes et aux femmes de cette région le cadre le plus favorable à leur développement et à leur épanouissement. Une nouvelle fois, je veux le dire avec force, la Méditerranée ne doit pas nous séparer, elle doit être un trait d'union entre nous.

En Afghanistan, 2004 sera une année cruciale pour la consolidation des institutions, et donc pour l'équilibre de ce pays. Qu'il s'agisse de la sécurité ou de la reconstruction, la communauté internationale doit poursuivre l'action engagée. La France y contribuera, notamment à travers sa participation à la Force Internationale.

C'est aussi sous l'égide des Nations Unies que nous plaçons nos efforts en faveur de la paix en Afrique. Lorsque la violence prend le dessus, ce qui est hélas trop souvent le cas, la France refuse de se réfugier dans l'indifférence et l'inaction. C'est pourquoi elle s'est tant impliquée dans le règlement de crises récentes.

Elle l'a fait en Côte d'Ivoire, en réponse aux demandes des autorités légitimes. Elle a enrayé les dérives armées qui menaçaient l'unité du pays. Le dialogue des forces politiques réunies à Marcoussis a jeté les bases d'un accord. La France a appuyé la médiation des chefs d'Etat de la CEDEAO et l'implication du Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle maintient un dispositif important en soutien à la CEDEAO et avec le contingent français LICORNE. Elle apporte son appui à l'action internationale entreprise au Libéria.

A la demande du Secrétaire général des Nations Unies, nous avons déployé, pour les mêmes raisons, une force temporaire à Bunia, en République Démocratique du Congo. Cette opération, opération de l'Union européenne, la première du genre, ouvre des perspectives nouvelles. L'action de la France en Afrique repose sur les principes consacrés par l'Union africaine elle-même : respect des autorités régulièrement et démocratiquement établies, condamnation des prises du pouvoir par la force, refus de la violence, respect des libertés publiques et intangibilité des frontières. Elle recherche systématiquement l'action concertée avec les organisations internationales et avec les institutions africaines. Elle aide les Africains à construire leurs propres capacités de maintien de la paix. Elle tient le plus grand compte des aspirations de la jeunesse et de la société civile africaines.

Consolider la paix, c'est aussi répondre au désarroi de ceux qui se sentent marginalisés par la mondialisation.

Les nations européennes ont construit, chacune à sa façon, un modèle démocratique qui cherche à concilier l'esprit de solidarité et de justice sociale, la responsabilité écologique, le respect de la diversité et l'efficacité économique pour la croissance. Et ce modèle, même s'il est imparfait, nous tient à coeur. Aussi est-il naturel qu'il inspire notre approche de la mondialisation.

Nous voulons une mondialisation qui soit plus démocratique. Cela suppose que tous les Etats se sentent partie prenante aux décisions qui les concernent. Le dialogue élargi noué à Evian entre des dirigeants venus du monde entier a illustré notre capacité à jeter les bases d'un partenariat Nord-Sud. Ce dialogue entre pairs responsables est un premier pas vers la création d'une enceinte politique de haut niveau où seraient abordés globalement les problèmes économiques, sociaux et d'environnement.

Nous voulons une mondialisation plus solidaire aussi. La lutte contre la pauvreté dans le monde nécessite des engagements réciproques des pays pauvres et des pays riches. Avec le NEPAD, cette démarche de partenariat démontre sa pertinence pour l'Afrique. A Evian, nous avons choisi de l'inscrire dans le long terme et de l'élargir à tous les grands donateurs de l'OCDE. En lançant cet automne, à Paris, les travaux de ce nouveau Forum, j'appellerai à une mobilisation sans relâche de l'ensemble des pays qui peuvent le faire en faveur du développement de l'Afrique.

La solidarité passe aussi par des financements accrus. L'aide publique au développement augmente depuis peu globalement, et la France tiendra ses engagements, mais cela ne suffira pas. Nous devons faire preuve d'imagination. Et je souhaite que les réunions du FMI et de la Banque mondiale à Dubaï fassent progresser la proposition de Facilité Financière Internationale, initiée par la Grande-Bretagne et soutenue activement par la France. J'ai en outre décidé de constituer un groupe de travail pluridisciplinaire qui me fera rapport d'ici six mois sur les perspectives d'une inévitable taxation internationale pour financer le développement durable. La réunion de Cancun doit elle aussi servir le développement. Contrairement aux idées reçues, la démarche de l'OMC est à l'opposé d'un libéralisme sauvage et sans frein. C'est l'application de la règle de droit à des échanges croissants. C'est la conviction optimiste, mais réaliste, que l'ouverture et la liberté profitent aux sociétés humaines pourvu qu'elles soient encadrées par des lois qui protègent les plus vulnérables. Le succès de Cancun et du cycle de Doha sera bien le succès du développement.

Chacun doit aborder cette échéance dans un esprit ouvert et constructif. C'est ce qu'a fait l'Union européenne avec l'accord sur la Politique agricole commune conclu en juin dernier. Nous attendons de nos grands partenaires le même esprit d'ouverture sur les questions agricoles, mais aussi sur d'autres sujets, tel l'accès aux médicaments, dont la solution semble se dessiner. Les pays pauvres ont besoin d'un traitement particulier. Avec l'Union européenne, la France avait présenté une initiative commerciale pour l'Afrique. A Evian, nous avons fait un premier pas sur les régimes de préférences et les matières premières. Il faut maintenir le cap. Notre proposition reste sur la table car je la crois vitale pour donner à l'Afrique, continent hélas marginalisé, sa part dans les échanges internationaux.

Enfin, face aux menaces pressantes, nous voulons une mondialisation respectueuse de l'environnement. Il manque une autorité mondiale capable d'établir un diagnostic écologique global, de garantir le respect des principes et des traités de protection de l'environnement et d'aider les pays en développement. Cette mission devrait revenir à une organisation des Nations Unies pour l'environnement. La France lancera cet automne une campagne d'explication pour rassembler les Etats décidés à faire avancer cette idée.

Grâce à la compétitivité de ses entreprises, au talent de ses hommes et de ses femmes, la France tire profit de la mondialisation. Mais ce phénomène provoque chez beaucoup de nos concitoyens un sentiment de dépossession et d'inquiétude. Les discussions qu'il suscite occupent une place croissante dans notre vie publique et le dialogue avec la société civile s'impose désormais naturellement. Pour rassembler l'expertise et mieux organiser les débats sur ce sujet, notamment avec la société civile, j'ai demandé au Premier ministre de me faire des propositions pour la mise en place d'un observatoire français de la mondialisation.

Cette instance, composée de spécialistes des questions économiques, sociales, culturelles, environnementales, aurait pour mission, par ses analyses et ses réflexions, de contribuer au débat public en prenant en compte toutes les dimensions de ce phénomène.

*

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Votre mission évolue avec les changements du monde. Loin de perdre de sa signification, le métier d'ambassadeur se renouvelle sans cesse.

Dans une époque où chacun cherche de nouveaux repères, il vous revient d'expliquer inlassablement aux sociétés dans lesquelles vous vivez la vision que porte la France, celle d'un monde multipolaire, harmonieux et solidaire, celle d'une mondialisation humanisée et maîtrisée. A l'heure d'une compétition économique toujours plus vive, votre engagement aux côtés des entreprises françaises doit être constant, déterminé, dévoué. J'attends de vous que vous soyez leurs meilleurs alliés.

Votre mission est éminente au moment où le dialogue des cultures est plus nécessaire que jamais. Représentants d'un pays héritier des droits de l'Homme, porte-parole de la Francophonie, d'un pays à vocation universaliste mais passionnément attaché à la diversité, vous devez incarner cette exigence et cette tolérance.

A l'oeuvre dans des régions dont la situation est parfois difficile et souvent dangereuse, vous êtes également investis de la belle mission d'assurer à nos compatriotes sécurité et protection. Ce métier exigeant mais passionnant, vous-mêmes, et les équipes compétentes qui vous entourent, l'exercez avec coeur et avec dévouement, je le sais. Souvenez-vous toujours de l'oeuvre collective à laquelle vous êtes associés : le rayonnement de la France, d'une France éprise de liberté, de paix, de savoir et de progrès.

Je vous remercie.